

# Le rôle des investissements étrangers directs dans le secteur agricole

Pendant des décennies, le secteur agricole n'a guère suscité l'intérêt des investisseurs. Cette situation a, toutefois, changé depuis que les prix alimentaires n'ont cessé d'augmenter tout au long de la décennie écoulée, avec même un pic en 2008. Parallèlement, les producteurs de biocarburants se sont multipliés et des États très dépendants de leurs importations ont défrayé la chronique par des achats massifs de terres cultivables à l'étranger. La crise des denrées agricoles qui a touché divers pays a donné un regain d'intérêt considérable aux questions de sécurité alimentaire<sup>1</sup>.

1 Avant d'entrer au service du Seco, l'auteur a participé en tant que collaborateur de la Cnuced à la rédaction du *Rapport sur l'investissement dans le monde 2009*, qui traite aussi des investissements dans le secteur agricole. Il remercie tout spécialement pour ses utiles commentaires apportés au présent article M. Joachim Karl, chef de la «Policy Analysis Branch» dans l'équipe spécialisée de la Cnuced.

2 Sauf référence spécifique, les informations du présent article s'appuient toutes sur le Rapport 2009 de la Cnuced.

Les tensions dont le marché agricole a été le théâtre ont poussé les investisseurs privés et publics à s'intéresser davantage à ce secteur. Celui-ci a longtemps été négligé, notamment dans les pays en développement, et il présente aujourd'hui une productivité très basse. Le présent article passe en revue diverses causes de cette situation et se penche sur les investisseurs du secteur agricole<sup>2</sup>.

## La transformation du marché agricole mondial

Les investissements étrangers directs dans l'agriculture ne sont pas une nouveauté, puisqu'ils remontent à l'époque coloniale. Au XIX<sup>e</sup> siècle, beaucoup d'entreprises internationales étaient actives dans le commerce et la production de biens agricoles. La plupart d'entre elles produisaient sur de grandes plantations certaines denrées destinées spécialement à l'exportation, telles que bananes, caoutchouc, coton ou sucre. La décolonisation mit généralement fin à cette situation. Maints gouvernements du Tiers-Monde voulurent reprendre le contrôle de leurs ressources naturelles et imposèrent de nouveaux régimes de propriété. La possession de terres agricoles par des investisseurs étrangers se vit souvent frapper d'interdiction. Ce changement fit obstacle aux investissements étrangers directs dans la production et les concentra dans des activités en amont et en aval, comme le développement de semences (Monsanto, Syngenta, BASF) ou la transformation de produits agricoles (Nestlé).

La dernière hausse des prix agricoles a fait entrer en scène de nouveaux acteurs qui se distinguent nettement des investisseurs traditionnels. Il s'agit, d'une part, des producteurs de biocarburants – dans lesquels de nombreux pays voient une solution de re-

change aux importations de pétrole –, d'autre part d'États dépendant des importations, qui veulent développer leurs activités dans le secteur agricole. Cette évolution est directement liée à la crise des produits alimentaires de 2008 et à la hausse consécutive des prix sur les marchés mondiaux. On se souvient qu'au plus fort de cette crise, nombre de pays producteurs avaient même réduit leurs exportations agricoles pour limiter les effets du renchérissement sur leurs populations. Des États fortement tributaires de leurs importations ont alors commencé à douter de la capacité du marché agricole mondial à couvrir leurs besoins. Ils ont donc acheté ou loué des terres agricoles à l'étranger (principalement dans des États amis), afin de disposer de canaux d'approvisionnement sûrs et de réduire leur dépendance à l'égard du marché mondial.

## Les raisons de la faible productivité des pays en développement

Le faible attrait dont a souffert jusqu'ici le secteur agricole des pays du Sud aux yeux des investisseurs a essentiellement trois causes. La *première* tient au fait que l'agriculture fortement subventionnée des pays industrialisés a produit des excédents qui ont été écoulés à très bas prix sur le marché mondial, diminuant d'autant les incitations à investir dans les pays en développement. La *deuxième* est que de nombreux pays en développement ont pratiqué une politique favorisant le secteur industriel plutôt que l'agriculture. La *troisième* est liée aux incertitudes du régime de la propriété que connaissent toujours de nombreux pays en développement. Voilà pourquoi les investissements étrangers directs dans le secteur agricole de ces pays sont restés si modestes par le passé.

Cette situation a eu les conséquences suivantes: insuffisance des investissements dans la recherche et le développement (R&D) agricoles, faiblesse des infrastructures, dégradation des sols, pénurie d'eau grandissante et morcellement antiéconomique de la propriété foncière. Les différences sont également frappantes au chapitre de la R&D. Dans les pays en développement, la part de la valeur agricole produite qui y est consacrée est de 0,56%, contre 5,16% dans les États industria-



**Kornel Mahlstein**  
Secteur Conjoncture  
du Secrétariat d'État à  
l'économie SECO, Berne

Tableau 1

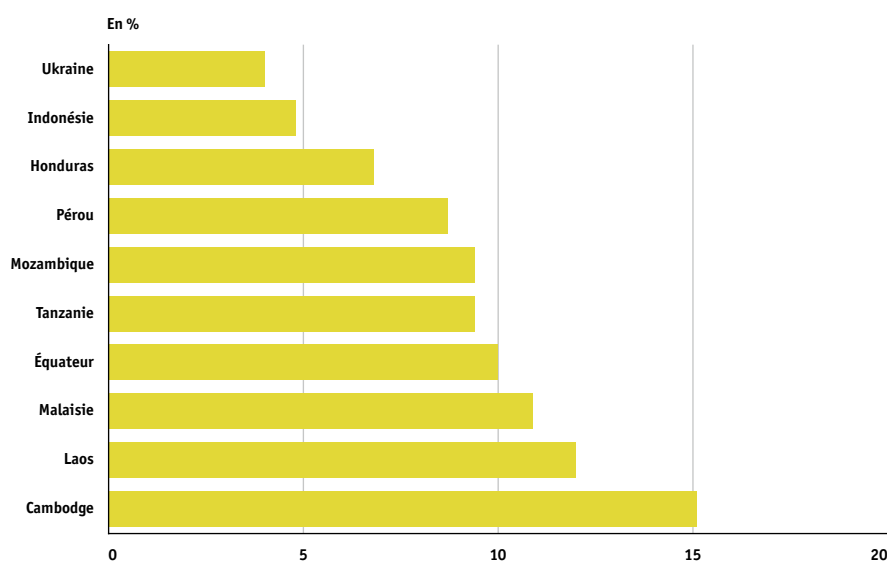
## Les dix principales entreprises actives dans le secteur agricole

Agriculture	Activités en amont	Aliments et boissons	Commerce de détail	Entreprises non cotées en bourse
1 Sime Darby Bhd. (MY)	BASF AG (D)	Nestlé SA (CH)	Wal-Mart Stores (USA)	Cargill Inc. (USA)
2 Dole Food Company, Inc. (USA)	Bayer AG (D)	Inbev SA (BE)	Metro AG (D)	Mars Inc. (USA)
3 Fresh Del Monte Produce (USA)	Dow Chemical Company (USA)	Kraft Foods Inc. (USA)	Carrefour SA (F)	Lactalis (F)
4 Socfinal SA (LU)	Deere & Company (USA)	Unilever (NL)	Tesco PLC (UK)	Suntory Ltd. (JP)
5 Charoen Pokphand Foods Public Company Ltd. (TH)	El Du Pont De Nemours (USA)	Coca-Cola Company (USA)	McDonalds Corp. (USA)	Dr August Oetker KG (USA)
6 Chiquita Brands International, Inc. (USA)	Syngenta AG (CH)	SAB Miller (UK)	Groupe Delhaize (BE)	Groupe Louis Dreyfus (F)
7 Kuala Lumpur Kepong Bhd. (MY)	Yara International ASA (NO)	Diageo Plc (UK)	Koninklijke Ahold NV (NL)	Barilla (I)
8 KWS Saat AG (D)	Potash Corp. Of Saskatchewan (CA)	Pernod Ricard SA (F)	Sodexo (F)	Ferrero (I)
9 Kulim Bhd. (MY)	Dubota Corp. (JP)	Cadbury PLC (UK)	Compass Group PLC (UK)	Keystone Foods LLC (USA)
10 Camellia PLC (UK)	Monsanto Company (USA)	Bunge Limited (USA)	Seven & I Holdings Company Ltd. (JP)	OSI Group Companies (USA)

Source: Mahlstein / La Vie économique

Graphique 1

## Quote-part des investissements directs étrangers dans l'ensemble des investissements agricoles (moyenne 2005-2007)



Source: CNUCED, Rapport sur l'investissement dans le monde 2009 / La Vie économique

lisés. La situation est particulièrement dramatique en Afrique. Par hectare de terre cultivée, les sommes consacrées à la recherche sont cinq fois moins élevées sur le continent noir qu'en Asie. Cela s'est traduit par une stagnation, voire un recul de la productivité dans certaines régions d'Afrique, à telle enseigne que ces dernières années, la production alimentaire moyenne par habitant a légèrement diminué si on considère l'ensemble du continent. Suite à la crise alimentaire de 2008, l'ONU a mis sur pied un groupe d'experts chargé d'évaluer les besoins financiers nécessaires pour renforcer la sécurité de la production et des approvisionnements alimentaires mondiaux. Selon leurs calculs, une

somme de 20 à 40 milliards d'USD serait nécessaire chaque année pour détendre la situation sur le long terme.

## Les investisseurs traditionnels

L'importance des investissements étrangers directs et des entreprises multinationales dans le secteur agricole varie très sensiblement selon les catégories de produits et les pays considérés. La part des investissements étrangers est généralement minime pour certaines denrées de base comme le riz, mais relativement élevée pour des produits d'exportation comme les fleurs coupées ou le sucre brut, là où la première étape de transformation est étroitement liée à la production végétale. Cela explique pourquoi la quote-part des investissements directs dans l'ensemble des investissements agricoles est relativement importante dans certains pays (voir *graphique 1*).

Nombreuses sont les activités commerciales du secteur agricole où les groupes internationaux sont présents. Cela va de la transformation alimentaire à la production directe dans des plantations en passant par la distribution et les prestations en amont. Il convient de distinguer clairement les entreprises impliquées directement dans la production de celles qui pratiquent des activités en amont ou en aval. Ces dernières sont généralement bien plus importantes et domiciliées pour la plupart dans des pays industrialisés. Ainsi Nestlé, le plus grand groupe industriel mondial dans le secteur aliments et boissons, possède en réserve quelque 66 milliards d'USD d'investissements à l'étranger; chez Wal-Mart, numéro un mondial du secteur de la distribution, cette somme avoisine les 63 milliards d'USD. En comparaison,

les 5 milliards d'USD du principal producteur agricole mondial – la société Sime Darby de Malaisie – paraissent bien modestes (voir *tableau 1*).

Il est, cependant, difficile de définir le poids exact des investissements étrangers dans de nombreux secteurs agricoles. Souvent l'agriculture sous contrat («contract farming») constitue une solution de rechange non négligeable à la participation directe dans la production. Divers indices signalent que la forte demande générale et la stagnation de la production ont fait progresser l'agriculture sous contrat dans les pays en développement<sup>3</sup>. Nestlé, par exemple, entretenait en 2008 une relation contractuelle avec plus de 600 000 agriculteurs dans plus de 80 pays.

Contrairement aux achats de terres par des fonds d'investissement d'État ou des investisseurs institutionnels, les opérations contractuelles ne posent guère de problèmes et s'accompagnent parfois de gains de productivité significatifs (voir *encadré 1*). La participation d'entreprises internationales peut favoriser les transferts de savoir et de technologie. Des études montrent que dans l'industrie de la fleur coupée en Afrique et en Amérique latine, leur présence s'est traduite par une hausse de la productivité. Dans les pays en développement, souvent des investissements restent en plan faute de capitaux et de savoir-faire. Le recours aux entreprises internationales dotées de moyens puissants permet à ces pays de surmonter cet obstacle et d'accroître leurs ressources financières.

la Corée du Sud et surtout les États du Golfe ont multiplié les efforts pour acheter ou louer des terres étrangères afin de renforcer la sécurité alimentaire de leurs populations. Le moteur de ces acquisitions agricoles sont les fonds souverains des États exportateurs de pétrole et des économies émergentes d'Asie. Les fonds souverains existent depuis des décennies, mais leur nombre et leur volume ont fortement augmenté ces dernières années. Les pays du Golfe, en particulier, disposent, grâce à la hausse des prix du pétrole, de réserves considérables en monnaies étrangères, qu'ils affectent en partie à de gros achats de terres. Selon les comptes rendus de médias, les principaux partenaires de ces opérations foncières sont en Afrique: le Congo, l'Éthiopie, Madagascar, le Mozambique, le Soudan et la Tanzanie; en Asie: le Cambodge, l'Indonésie, le Laos, le Pakistan et les Philippines<sup>4</sup>. Pour accroître ses approvisionnements alimentaires, l'Arabie saoudite a créé une société d'investissement spécialisée dans le développement de l'agriculture à l'étranger. Soucieux d'économiser son eau, le pays restreint sa propre production de céréales. Il encourage, toutefois, des entreprises publiques et privées à acquérir des terres à l'étranger en les soutenant grâce aux ressources des fonds souverains consacrés au développement industriel.

Les opérateurs de fonds souverains ne sont pas les seuls acteurs à montrer de l'intérêt pour des terres. De nombreux investisseurs, de même que l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), estiment que les prix des produits agricoles continueront à augmenter. On voit ainsi de plus en plus d'entreprises non cotées en Bourse prendre pied sur les marchés agricoles. Le groupe Blackstone (principalement implanté en Chine) a, par exemple, investi 100 millions d'USD dans l'agriculture et acheté de larges surfaces cultivables, notamment au sud du Sahara. Le *Financial Times* du 16 juillet 2010 rapporte que Calpers, l'une des premières caisses de pension aux États-Unis, souhaiterait renforcer massivement ses participations dans l'agriculture pour les faire passer de 450 millions d'USD à 10 milliards en 2010.

Conséquence des efforts déployés pour encourager les énergies alternatives, le biodiesel a, par ailleurs, connu un véritable «boom», qui ne s'est pas limité à l'Europe ou aux États-Unis, mais a aussi inspiré à certains pays émergents comme le Brésil des programmes de promotion des biocarburants. Cette situation a attiré de nouveaux investisseurs jusqu'ici moyennement impliqués dans l'agriculture. À maints égards, toutefois, la production de biocarburants entre en

Encadré 1

### Syngenta et le modèle Shouguang

Shouguang, dans la province du Shandong, est l'un des principaux centres de production maraîchère de Chine. Ces 30 dernières années, elle a aussi compté parmi les régions économiques les plus dynamiques du pays. L'intégration d'entreprises actives dans le développement de semences a joué un rôle primordial dans l'essor de cette production agricole.

Au nombre des investisseurs prépondérants figure Syngenta, présent depuis 1998 dans la région. La Shouguang Syngenta Seeds Company est une coentreprise associant Syngenta et le gouvernement local. Depuis 2001, la société suisse anime un centre de recherche local afin de définir les moyens de mieux s'adapter aux conditions climatiques du lieu et aux habitudes de culture et du marché. En collaboration avec le gouvernement, Syngenta offre aussi une formation agricole ainsi que des informations sur les dernières techniques de culture. Tout cela a permis aux paysans d'améliorer la qualité de leurs produits et leur productivité, ce qui leur a facilité l'accès au marché international et leur a procuré de meilleurs revenus.

### Les nouveaux investissements étrangers dans le secteur agricole

Aux investisseurs traditionnels s'en sont ajoutés de nouveaux, qui ont marqué l'évolution récente et attiré ici et là l'attention des médias. Comme dans d'autres secteurs de l'économie, on compte aujourd'hui davantage d'entreprises de pays émergents parmi les intervenants du secteur agricole. Les «investissements Sud-Sud» – ainsi nommés parce que provenant de pays non occidentaux (donc extérieurs à l'Europe, à l'Amérique du Nord et au Japon) – ont pris de l'importance et imprimé une nouvelle dynamique aux investissements agricoles. Souvent ces pays placent des fonds dans des pays africains jusque là délaissés par les investisseurs traditionnels. Par exemple, la société malaise Sim Darby, première productrice mondiale d'huile de palme, a investi en 2008 environ 800 millions d'USD dans une plantation au Liberia.

La crise alimentaire a stimulé ces investissements Sud-Sud. Des pays comme la Chine,

3 Voir DaSilva (2005).

4 Voir FAO (2009).

concurrence directe avec la production vivrière et comporte des risques pour l'avenir.

### La problématique des investissements dans les terres agricoles

En décembre 2008, le magazine *Euromoney* publiait un article intitulé *Agriculture: Farmland is the new gold* («Les terres agricoles, un nouvel eldorado»). Observant un intérêt grandissant pour ce secteur, la presse s'est souvent fait l'écho de grosses acquisitions de terres par des investisseurs institutionnels et privés. La plupart de ces achats ont été opérés en Afrique; ils ont été critiqués et souvent qualifiés d'accaparement.

Aujourd'hui, de nombreux pays d'Afrique ne sont plus opposés à l'idée de laisser des surfaces agricoles à la disposition d'investisseurs étrangers. Selon les déclarations d'un représentant du gouvernement soudanais, les terres que son pays veut mettre à disposition des États arabes correspondent à près d'un cinquième de la totalité de ses surfaces cultivables<sup>5</sup>. La Corée du Sud et les Émirats arabes unis, par exemple, ont signé avec le Soudan une offre portant sur plus d'un million d'hectares de terres agricoles. Au Congo, la Chine a acheté le droit de faire de l'huile de palme sur une surface de 2,8 millions d'hectares, soit l'équivalent de quelque 70% de la superficie de la Suisse<sup>6</sup>. En se basant sur les données de l'Institut international de recherche sur les politiques alimentaires (Ifpri), la FAO estime que les surfaces agricoles qui, depuis 2006, ont été offertes d'une manière ou d'une autre à des investisseurs étrangers totalisent entre 15 et 20 millions d'hectares, soit autant que l'ensemble des terres cultivables françaises. L'exemple de l'Éthiopie montre, toutefois, que ces investissements peuvent parfois poser problème. Bloomberg rapporte que l'Éthiopie voudrait affermer 3 millions d'hectares de terres agricoles à des investisseurs étrangers pour augmenter ses ressources en devises. Or, ce projet se situe dans la zone «Omo sud», où vivent quelques-uns des groupes ethniques indigènes parmi les plus menacés. Une zone que le gouvernement éthiopien, pourtant, déclare «vide»<sup>7</sup>.

L'ampleur de quelques-uns de ces investissements potentiels est considérable, et contestée dans la mesure où ils risquent de modifier le mode d'exploitation et les structures agricoles existants des pays concernés. Ces investissements peuvent certes avoir des avantages pour le pays hôte, par exemple sous la forme d'améliorations infrastructurelles ou d'équipements sociaux, consentis par les investisseurs en échange des terres. La manière dont ces opérations foncières se réalisent parfois, ainsi que leur rythme, suscitent

cependant dans certains pays de vigoureuses protestations. Aux Philippines, notamment, un projet prévu avec la Chine a échoué suite à la forte opposition de la population concernée. Beaucoup ont mis en doute la légalité du procédé et craint des conséquences néfastes pour la sécurité alimentaire de la population<sup>8</sup>. Les observateurs jugent cette évolution problématique en ce sens que les négociations sont souvent opaques et que la consultation des populations concernées n'est que rarement garantie. Souvent, il s'agit de contrats passés entre l'élite locale et des investisseurs étrangers, au sujet desquels les petits paysans vivant sur les terres concernées n'ont pas leur mot à dire.

### Conclusion

Pour l'heure, il n'existe que peu d'indices annonciateurs d'un fléchissement du «boom» des produits agricoles. Le développement démographique et la progression des revenus dans les pays émergents, ajoutés à la promotion des biocarburants en Europe et aux États-Unis, vont continuer d'alimenter une forte demande. Il ne faut donc guère s'attendre à une baisse des prix.

Personne ou presque ne conteste la nécessité d'investir davantage dans l'agriculture, dès lors que le progrès technologique est essentiel à son développement. À cet égard, l'Afrique offre un potentiel considérable. En agriculture, les gains de productivité sont le plus souvent le fruit de la R&D. Toutefois, hormis quelques exceptions – comme le Brésil, la Chine, l'Inde ou la Malaisie – ces progrès sont plutôt marginaux dans les pays en développement. À cet égard, les partenariats public-privé peuvent jouer un rôle important. Le passé nous en offre de bons comme de mauvais exemples. Le regain d'intérêt du secteur agricole aux yeux des entreprises internationales pourrait renforcer la R&D dans les pays en développement et leur valoir des gains de productivité à moyen terme.

Pour stimuler davantage l'investissement dans les pays en développement, un démantèlement des subventions agricoles et des droits d'entrée élevés que pratiquent les pays industrialisés serait souhaitable. En outre, pour améliorer la sécurité alimentaire, les droits de douane et les restrictions à l'exportation devraient être réduits dans les pays en développement. De même, il serait heureux que l'initiative de la Banque mondiale, de la FAO, de la Cnuced et de l'Ifad visant à définir des principes internationaux de bonne pratique en matière d'investissements agricoles puisse trouver une conclusion heureuse. ■

Encadré 2

#### Bibliographie

- Bloomberg, *Ethiopia Leases Land for Agriculture to Earn Foreign Exchange*, 10 novembre 2009.
- Da Silva Carlos Arthur B., *The growing role of contract farming in agri-food systems development: drivers, theory and practice*, FA Agricultural Management, Marketing and Finance Service, Document de travail FAO n° 9, 2005.
- *Euromoney*, «Agriculture: Farmland is the new gold», 1<sup>er</sup> décembre 2008.
- *Financial Times*, «Bullish food forecast whet investor's appetite», 16 juillet 2010.
- McNeill Patrick E., *Foreign Investment in Developing Country Agriculture – The Emerging Role of Private Sector Finance*, document FAO (Commodity and Trade Policy Research Working Paper) n° 28, juin 2009.
- *Rapport sur l'investissement dans le monde 2009, Sociétés transnationales, production agricole et développement*.
- International Food Policy Research Institute (IFPRI), «Land Grabbing: by Foreign Investors in Developing Countries: Risks and Opportunities», *IFPRI Policy Brief*, n° 13, avril 2009.

5 Voir FAO (2009).

6 Voir FAO (2009).

7 Voir Bloomberg, 10 novembre 2009.

8 Voir IFPRI (2009).